

## Distribution d'armes au Burundi : L'ONU va-t-elle fournir des preuves ?

@rib News, 12/04/2014 Burundi : Un fonctionnaire du BNUB trouble le pays et le reste du monde ? Par Kabura Nicod

Voici ce que je pensais il y a quelques jours : plus l'opposition se rend compte qu'elle ne peut pas prétendre à la victoire électorale en 2015 et plus la tentation de déstabiliser le pouvoir en place par des troubles sociaux est grande mais aussi via l'inversion des rôles par des relais triés sur le volet et peut être moyennant rémunération de quelque nature que ce soit. Le gouvernement fait alors l'objet d'attaques gratuites et actuellement l'assaut vise les membres de l'ordre de telle sorte que quand les déstabilisateurs décideront qu'il est temps d'assener l'estocade à la tête des dirigeants, difficilement aucune voie de recours ne sera possible.

L'armée et la police jusqu'à nouvel ordre sont au Burundi apolitiques mais qu'est-ce que cela ne tient, il faut aussi les voir comme par des chevaux de Troie. Nous sommes habitués à assister, quand l'occasion dramatique se présente, à des discours grandioses de ceux qui versent les larmes de crocodile. Ou mieux, faire en sorte que les élections ne se tiennent pas en 2015 comme prévue et le chat retomberait sur ses pattes. Ce sont les massacres caractéristiques génocidaires commis pendant la longue période de la dictature du Parti-Etat UPRONA qui sont responsables de la haine ethnique. In fine, ce n'est qu'à travers la quintessence d'un acte entre vifs que les Burundais d'aujourd'hui et de demain pour la citoyenneté partagée et peut être la future CVR pourra y contribuer. Dans l'entretemps, nous apprenons qu'à le Collectif de Survivants et Victimes du génocide contre les Hutu en 1972 au Burundi en collaboration avec des membres de la Communauté burundaise du Canada inc., le CCIJ et avec le soutien du département du multiculturalisme du Gouvernement du Canada annonce la tenue d'une conférence internationale sur le premier génocide commis dans le silence en Afrique des Grands Lacs (R. Lemarchand) : le génocide contre les Hutu au Burundi en 1972. Comme susmentionné par le Parti-Etat UPRONA. En revenant sur nos moutons, le contenu du rapport du BNUB sans preuves fournies pour l'étayer, établi par le Conseiller Principal chargé de la Sécurité (CSA) au Burundi et envoyé à ses collègues affirme que après les informations recueillies auprès des informateurs clés, il y a eu distribution d'armes et de matériel militaires et de police au cours des mois de janvier et février aux jeunes affiliés au parti CNDD-FDD (Imbonerakure), de même qu'aux démobilisés. Ses supérieurs sans vérifier ont sorti des déclarations à tort ou à raison sans inquiétude de livraison d'armes aux Imbonerakure, jeunes soutenant le parti au pouvoir au Burundi, inquiète de plus en plus les opposants et la communauté internationale. Évalué à des dizaines voir des centaines de milliers les Imbonerakure ont été armés selon un document confidentiel transmis à l'Onu. Les opposants burundais sont très inquiets avec la ferme fin d'année 2014, du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB) sur demande du pouvoir. L'Union pour le progrès national (Uprona), principal parti tutsi du Burundi appelle à la communauté internationale à être aux côtés du peuple burundais, pour que le pire ne se produise pas. Ce dernier en sait quelque chose en matière de pire ! Des deux choses l'une, soit ce fonctionnaire fournit les preuves de ces accusations graves autant plus que ça n'est plus confidentiel est déjà sur la place publique afin que les coupables de cette distribution massive d'armes soient immédiatement arrêtés et traduits en justice ce qui ferait honneur à sa mission, soit il doit assumer ses actes et démissionner de ses fonctions puisqu'il aurait failli à sa mission d'œuvrer pour la paix au Burundi et qu'il aurait permis à ceux qui veulent la destruction de l'évolution positive actuelle de l'Etat Burundais. La seule circonstance atténuante pourrait invoquer pour se dédouaner serait de rendre public le réseau qui lui aurait éventuellement induit en erreur par des informations erronées. Autrement, il doit être considéré comme co-auteur de la tentative de déstabilisation de l'Etat Burundais et des enquêtes sérieuses doivent être menées afin d'établir au cas échéant sa culpabilité et l'armement occasionnés aux citoyens Burundais. Ses supérieurs déclarent probablement à juste titre qu'ils sont inquiets de ces informations, quant à nous Burundais c'est avec la peur au ventre que nous vivons ce climat d'incertitude qu'on nous impose surtout que nous avons déjà perdu beaucoup de membres de nos familles, nous ne sommes que des survivants. Kabura Nicod